



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 13/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARCELORMITTAL FRANCE**

route des Sables  
RD 107-rond point des Forges  
44610 Indre

Références : N6-2023-1099-RAPPORT

Code AIOT : 0006301117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté route des Sables RD 107-rond point des Forges 44610 Indre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- route des Sables RD 107-rond point des Forges 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE à Indre a une activité de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé). Il s'agit d'un établissement « Seveso seuil bas » par la règle des « cumuls » et d'un établissement « IED » en raison de bains de traitement d'un volume global supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

L'inspection du 24/10/2023 a été menée dans le cadre de l'action nationale "sécheresse" et de l'action régionale "prélèvements".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- économies d'eau pérennes et en période de sécheresse
- respect des volumes prélevés en Loire et des valeurs limites de rejets
- respect de la consommation spécifique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	arrêté préfectoral cadre sécheresse - applicabilité	Arrêté Préfectoral du 17/10/2023, article 2.1	/	Sans objet
7	respect de la consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 13.1.2 et 13.2.2	/	Sans objet
9	respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 13.1.2 et 13.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	arrêté ministériel sécheresse - applicabilité	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
4	étude technico-économique des réductions de consommation d'eau	Lettre du 07/12/2021	/	Sans objet
6	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 12.1	/	Sans objet
8	volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 13	/	Sans objet
10	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison de la réutilisation dans le process de plus de 20% d'eau prélevée, l'établissement n'est pas soumis aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30 juin 2023 fixant une réduction du prélèvement en fonction des niveaux de gravité. Compte-tenu du volume de prélèvement prescrit par l'arrêté d'autorisation du 30/11/01, l'établissement est en mesure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse qui prévoit, quant à lui, au niveau « Alerte renforcée », une réduction de 25% du volume journalier maximal autorisé. En tout état de cause, l'industriel met en œuvre un plan d'actions volontaire pour réduire ses consommations d'eau qui a été transmis le 30 septembre 2020 et a fait l'objet d'un courrier de l'inspection des installations classées du 7 décembre 2021.

Des actions correctives sont demandées à l'exploitant sur :

- les modalités de suivi des niveaux de gravité liées à l'arrêté préfectoral cadre sécheresse ;
- la consommation spécifique du dégraissage "DG2".

L'attention de l'exploitant a également été attirée sur la nécessité de rester vigilant sur la conformité des rejets aqueux, notamment sur le paramètre DCO, les résultats du mois de janvier 2023 ayant montré des dépassements des valeurs limites autorisées (mais sans autres dépassements de février à août).

### 2-4) Fiches de constats

#### N°2 : arrêté ministériel sécheresse - applicabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, économies d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Comme indiqué par l'exploitant dans un courrier du 27/09/23 et comme présenté en inspection, le site réutilise au moins 20% de l'eau prélevée. Pour l'année 2022, le prélèvement (eau de Loire + eau potable) s'élève à 795 867 m<sup>3</sup> et 270 721 m<sup>3</sup> d'eaux ont été réutilisées dans le process (soit 34%). L'exploitant a fait le calcul pour les années antérieures depuis 2018. La réutilisation est toujours supérieure à 20% (ex: 33% en 2019, 25% en 2020, 31% en 2021). La réutilisation est faite sur les eaux de trempe et les eaux de rinçage issues de l'atelier de traitement de surface (après passage sur des résines échangeuses d'ions). En conséquence, conformément à l'article susvisé, le site n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**L'exploitant doit être en mesure de pouvoir justifier à tout moment à l'inspection des installations classées qu'il réutilise au moins 20 % de l'eau prélevée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°3 : arrêté préfectoral cadre sécheresse - applicabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2023, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, économies d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'évolution des débits et des niveaux constatés aux points de référence entraîne la mise en œuvre des mesures de restriction telles que prévues par l'arrêté cadre 2023/SEE/0118 en vigueur susvisé. Ces mesures de restrictions applicables sont consultables en annexe 4 du présent arrêté.

Soit en période d'alerte renforcée (le jour de l'inspection), les prescriptions suivantes sont applicables :

- pour les usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques) : Objectif de réduction de 25 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière) sauf pour les process de production concernés par un plan d'actions volontaire de l'industriel mettant en œuvre une réduction effective des consommations d'eau sur ces process et transmis à l'État ;
- les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex : opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique ;
- les usages de l'eau strictement non nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques) sont interdit de 8h à 20h.

**Constats :**

L'inspection a été faite en période d'alerte renforcée. L'arrêté préfectoral du 17/10/23 prescrit pendant cette période un objectif de réduction de 25 % du volume journalier maximal autorisé pour les usages de l'eau strictement nécessaires au process de production.

L'arrêté d'autorisation d'ARCELORMITTAL du 30/11/01 prescrit un débit maximal de prélèvement en Loire de 600 m<sup>3</sup>/h (soit 14400 m<sup>3</sup>/j pour une production en 3x8). Depuis 2019, le maximum de

prélèvement journalier a été d'environ 5000 m<sup>3</sup>/j (soit moins 65% du volume journalier maximal autorisé). Pour 2022, le prélèvement journalier moyen est de 2100 m<sup>3</sup> (soit moins 85% du volume journalier maximal autorisé).

En tout état de cause, le site fait l'objet d'un plan d'actions volontaire de l'industriel mettant en œuvre une réduction effective des consommations d'eau sur ces process et transmis à l'État (étude transmise le 30 septembre 2020 ayant fait l'objet d'un courrier de l'inspection des installations classées du 7 décembre 2021 prenant acte des mesures d'économies d'eau réalisables en période de sécheresse et des mesures pérennes déjà réalisées ou réalisables - voir point de contrôle suivant du présent rapport).

Concernant le report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et les usages de l'eau strictement non nécessaires au process, l'exploitant a présenté des procédures à destination du personnel concerné l'informant des restrictions à respecter selon les seuils d'alerte. **Néanmoins, le responsable environnement du site n'était pas informé le jour de l'inspection, que le seuil d'alerte renforcée avait été atteint. En conséquence, cette information n'a pas été diffusée au personnel concerné. Aussi, il est attendu que l'exploitant revoie ses modalités de surveillance vis-à-vis du risque sécheresse.**

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**

**Proposition de suites : Sans objet**

#### **N°4 : étude technico-économique des réductions de consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Lettre du 07/12/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, économies d'eau

**Prescription contrôlée :**

Suite à l'instruction par l'inspection des installations classées du document transmis par l'exploitant intitulé « étude d'optimisation de l'usage des ressources en eau – site de Basse Indre », un courrier lui a été transmis le 07/12/21 prenant notamment acte :

- des mesures d'économie d'eau réalisables en période de sécheresse ;
- des mesures d'économie d'eau pérennes déjà réalisées et des actions en cours.

En conclusion, ce courrier demandait à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures susvisées.

**Constats :**

Le point a été fait en inspection sur les mesures d'économies d'eau susvisées qui concernent les actions suivantes :

mesures d'économies pérennes :

- surveillance accrue des fuites dans les « caves » : les procédures de surveillance à destination des opérateurs intitulées 'Circuits de Visite' ont été transmises le 29/09/22. Elles incluent la recherche des fuites et les actions à mener ;
- réduction des purges des décanteurs et des lavages des filtres au niveau des stations de traitement des effluents : économie de 54 200 m<sup>3</sup>/an (par rapport à 2019, année de référence par rapport à la production du site) ;
- réduction des besoins des adoucisseurs d'eau : économie de 1550 m<sup>3</sup>/an ;
- diminution des purges des circuits de refroidissement : économie de 13 150 m<sup>3</sup>/an (année de référence = 2019) ;
- réduction des besoins pour l'écrouissage : économie de 16 000 m<sup>3</sup>/an ;
- substitution de l'eau filtrée par des « eaux claires » au niveau des stations de traitement des effluents : économie de 19 800 m<sup>3</sup>/an ;

- recherche et réparation des fuites du réseau : économie de 82 800 m<sup>3</sup>/an.

mesures en cas de crise sécheresse :

- réduction de la consommation pour le lavage des vapeurs issues des bains de traitement de surface : pour le secteur "DG2", il y a une possibilité de réduire le débit de 4 à 2 m<sup>3</sup>/h (mis en place en 2022) : économie de 3800 m<sup>3</sup>/an ;

- réduction des besoins annexes (exercices incendies, lavages) : mis en œuvre depuis fin juillet 2022.

Au bilan, même si certains secteurs ont nécessité une augmentation des besoins en eau (mise en place d'osmoseurs pour traiter la salinité de l'eau de Loire en augmentation = + 42 300 m<sup>3</sup>/an), par rapport à 2019, le prélèvement global du site a diminué de 15 % selon les données de l'exploitant (138 000 m<sup>3</sup> économisé en 2022 pour un prélèvement en 2019 de 897 838 m<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°6 : Dispositif de suivi des prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, Article 12.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est alimenté en eau à partir :

- de la Loire

- du réseau public d'eau potable [...]

Chaque installation de prélèvement est équipée, soit d'un dispositif de comptage (eau potable) soit d'un dispositif permettant le calcul des volumes prélevés (eau de Loire).

**Constats :**

Le site dispose de 2 compteurs d'eau pour le pompage en Loire (un par prélèvement). Ces compteurs sont relevés tous les jours et les résultats sont saisis dans un registre informatisé.

Concernant l'eau potable, le relevé est mensuel pour l'arrivée principale quai Langlois (consommation de 1500 à 2000 m<sup>3</sup> par mois) et trimestriel pour l'arrivée secondaire rue Pasteur (consommation de 100 à 200 m<sup>3</sup> par mois). D'autres compteurs sont installés sur le site et permettent le suivi des consommations par secteurs et l'identification des fuites.

L'exploitant a indiqué qu'un programme d'installation de compteurs communicants était en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°7 : respect de la consommation spécifique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 13.1.2 et 13.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, économies d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'AP du 30/11/2001 régit les consommations spécifiques de la manière suivante :

- pour l'atelier de traitement à froid :

2,5 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage pour le décapage

0,5 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage pour le dégraissage

- pour l'atelier de traitement de surfaces

0,5 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage

**Constats :**

Depuis la réorganisation d'ARCELOR en 2012/2013, les activités de décapage et de laminage à froid

ont été « mises sous cocon » sur le site d'Indre. En conséquence, pour l'atelier de laminage à froid, seules les activités de dégraissage sont concernées par le respect de la consommation spécifique de 0,5 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage. Pour l'année 2023, cette consommation spécifique calculée par l'exploitant est :

- de 0,6 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage pour le "DG2" donc non conforme ;
- de 0,31 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage pour le dégraissage du recuit continu "RCC" (conforme).

Pour l'atelier de traitement de surfaces la consommation spécifique calculée par l'exploitant est de 0,14 l / m<sup>2</sup> / fonction de rinçage (conforme).

**Concernant la valeur non conforme pour le dégraissage "DG2", il est attendu que l'exploitant indique les actions correctives qu'il va mettre en œuvre pour un retour à la conformité. L'inspection des installations classées demande à être destinataire de la consommation spécifique des 3 activités précitées pour l'année 2023 avec mode de calcul et éléments justificatifs de ce calcul comme prévu par l'article 21 de l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°8 : volumes rejetés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets en Loire

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté d'autorisation du 30/11/2001 autorise un rejet en Loire après traitement :

- de 1512 m<sup>3</sup>/j pour les effluents issus de l'atelier de traitement à froid ;
- de 720 m<sup>3</sup>/j pour les effluents issus de l'atelier de traitement de surface (modifié à 840 m<sup>3</sup>/j par un donner acte du préfet du 02/12/15).

**Constats :**

Un contrôle par sondage des déclarations faite sous GIDAF (outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance) pour l'année 2023 (de janvier à août) montre le respect des volumes de rejets susvisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°9 : respect des VLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 13.1.2 et 13.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émissions (VLE) des polluants dans l'eau sont prescrites par l'arrêté préfectoral du 30/11/2001 et les arrêtés ministériel du 30/06/06 et 24/08/17. Un courrier du 27/01/20 actualise le programme d'autosurveillance des rejets aqueux de l'établissement.

**Constats :**

Un contrôle par sondage des déclarations faite sous GIDAF (outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance) pour l'année 2023 (de janvier à août) montre le respect des VLE précitées sauf au mois de janvier :

- Atelier de traitement à froid : 2 dépassements MES (le 04/01 et le 21/01) et 1 dépassement Fer (le 21/01)
- Atelier de revêtement (traitement de surface) : 3 dépassements DCO (les 01/01, 02/01 et 16/01)



Néanmoins, ces dépassements sont tous inférieurs à 2 fois la VLE et ont fait l'objet de commentaires sous GIDAF.

L'inspection des installations classées attire toutefois l'attention de l'exploitant sur les 5 journées de dépassements en janvier qui représentent plus de 10% des journées de rejets non conformes. Pour rappel, l'inspection des installations classées considère qu'un établissement est "conforme" si ses rejets sont en permanence conformes sur l'ensemble des paramètres aux valeurs-limites journalières maximales et moyennes, en termes de débit, concentration et flux, à la tolérance des 10 % du nombre de mesures en dépassement des valeurs-limites sans toutefois dépasser le double de celles-ci. Ainsi, la vigilance de l'exploitant doit être maintenue sur la qualité des rejets eu égard aux améliorations apportées ces dernières années, notamment dans le cadre de la substitution du chrome VI en traitement de surface qui pourrait entraîner une DCO plus élevée comme indiqué en inspection.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°10 : Déclaration des prélèvements sur GERE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GERE et GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an

**Constats :**

Un contrôle de la cohérence des données saisies par l'exploitant sous GERE (outil de déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets) pour l'année 2022 a été réalisée sur le sujet des prélèvements en eau annoncés en inspection (voir point de contrôle n°1). Le prélèvement total saisi sous GERE pour l'année 2022 correspond bien à 795 867 m<sup>3</sup> (771 433 m<sup>3</sup> en Loire et 24 309 m<sup>3</sup> dans le réseau public d'eau potable).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet